



République Démocratique du Congo
Ministère du Plan

**Comité Permanent de Cadrage
Macroéconomique
« CPCM »**

NOTE TECHNIQUE

**PERSPECTIVES DE LA CROISSANCE
ECONOMIQUE 2022-2026**

Juin 2022

INTRODUCTION

La présente note de cadrage renseigne sur les projections macroéconomiques pour la période 2022-2026. Ces projections tiennent compte des évolutions économiques récentes tant au niveau interne qu'externe. La note, habituellement centrée sur l'analyse des principaux indicateurs des comptes économiques, porte ici essentiellement sur les perspectives de croissance sur la base des réalisations de production à fin décembre 2021.

Ces perspectives s'inscrivent dans un contexte marqué, à court terme, par les répercussions des effets de la guerre en Ukraine, à savoir l'augmentation des prix du carburant à la pompe et les tensions sur marché des céréales. A moyen terme, il est attendu une reprise de l'activité au niveau mondial et national consécutive globalement à la fin de la guerre russo-ukrainienne et au fléchissement de la pandémie de COVID-19 ainsi qu'à la mise en œuvre des réformes structurelles par le Gouvernement.

Les prévisions macroéconomiques sont celles harmonisées avec le Fonds Monétaire International (FMI), à l'effet de traduire les engagements pris par le Gouvernement dans le cadre de la deuxième revue du programme triennal soutenu par l'accord de Facilité Élargie de Crédit (FEC).

Cette note est produite principalement dans l'optique de sous-tendre l'élaboration du projet de la loi des finances 2023. Elle s'articule autour de quatre principaux points, à savoir : (i) l'environnement international, (ii) la situation économique nationale récente, (iii) les perspectives de croissance et (iv) les principaux risques macroéconomiques.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

En 2021, l'économie mondiale a évolué dans un contexte marqué principalement par la recrudescence de la pandémie de COVID-19 avec l'apparition de nouveaux variants « delta » et « omicron », la hausse des prix de l'énergie, les ruptures d'approvisionnement et les perturbations continues de l'offre qui ont exercé une pression sur le rythme de formation des prix.

Les perspectives de croissance de l'économie mondiale, à court terme, sont principalement influencées par les effets de la guerre en Ukraine et les confinements décidés dans des pôles industriels et commerciaux majeurs en Chine.

En effet, *les Perspectives de l'Economie Mondiale* (PEM) d'avril 2022 du Fonds Monétaire International (FMI) indiquent que le Produit Intérieur Brut (PIB) réel mondial devrait progresser de 6,1% en 2021 après 3,1% de contraction enregistrée en 2020.

A moyen terme, deux ans après l'irruption de la pandémie de COVID-19, le FMI affiche un optimisme prudent suite aux effets de la guerre russo-ukrainienne. En 2022, les dégâts économiques entraînés par le conflit russo-ukrainien contribueraient à un net ralentissement de la croissance mondiale. En effet, la croissance mondiale devrait ralentir à 3,6% en 2022 et 2023. Après 2023, elle devrait baisser et s'établir autour de 3% à moyen terme¹.

¹ Ces prévisions présentent un degré d'incertitude exceptionnellement élevé, et les perspectives sont exposées à des risques principalement baissiers, liés par exemple à une possible aggravation du conflit, à une intensification des sanctions à l'encontre de la Russie, à un ralentissement plus marqué que prévu en Chine à mesure que le variant Omicron met à l'épreuve la stratégie zéro COVID des autorités, et à une résurgence de la pandémie en cas d'apparition d'une nouvelle souche plus virulente. De plus, en faisant augmenter les prix des denrées alimentaires et de l'énergie, la guerre en Ukraine risque d'amplifier les tensions sociales, ce qui assombrirait davantage les perspectives.

II. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL EN 2021

L'économie nationale a, en 2021, évolué dans un contexte marqué principalement, par la conclusion d'un programme formel avec le FMI au titre de FEC sur trois (3) ans et l'embellie des cours mondiaux des matières premières.

Aussi la croissance du PIB réel, sur la base des réalisations de production à fin décembre 2021, est-elle de 6,2% en 2021 venant de 1,7% en 2020, selon la Commission des Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux (CESCN). Cette relance de l'activité économique est attribuable essentiellement au bon comportement du secteur primaire qui a connu une croissance de 7,5%, sous l'impulsion de la branche « Extraction » dont la part contributive à la croissance a été de 3,04 points.

Enfin, en ce qui concerne les prix, l'inflation s'est située à 5,3% à fin 2021 contre une réalisation de 15,8% à fin 2020 face à une projection de 5,2% retenue dans le Programme Economique du Gouvernement appuyé par le FMI.

III. PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE NATIONALE A MOYEN TERME

III.1. Principales hypothèses des projections macroéconomiques

Les projections macroéconomiques, contenues dans cette note, reposent sur un certain nombre d'hypothèses tant au niveau mondial qu'au niveau national.

III.1.1 Au niveau mondial

- Il est attendu, à moyen terme, la relance de l'économie mondiale dans un contexte de la limitation de la propagation du variant « Omicron », de la maîtrise de l'inflation en particulier aux Etats-Unis et dans de nombreux pays émergents et en développement de l'Europe ainsi que la maîtrise de problème des ruptures d'approvisionnement.
- Il est supposé, à court terme, une hausse du volume des échanges commerciaux avec les principaux partenaires de la RDC, notamment la Chine et à moyen terme, des prix des produits de base.
- Il est postulé une évolution favorable des cours des produits de base en particulier les produits de base intéressant l'économie congolaise.

III.1.2. Au niveau national

III.1.2.1. Hypothèses au niveau de l'Economie réelle

L'économie réelle subirait à court terme les répercussions négatives inhérentes à la Guerre Russo-Ukrainienne et pourrait se relancer à partir de 2023 dans un contexte marqué par l'accalmie et la mise en œuvre de plusieurs projets lancés par le Gouvernement.

Ainsi, il est postulé ce qui suit :

- **Au niveau su Secteur Agricole**

- la relance du secteur agricole, à travers notamment la mise en œuvre du Programme Volontariste Agricole (PVA), financé par le Gouvernement à hauteur de USD 139 millions. Dans ce programme, il est prévu la mise en place de six (6) zones agroindustrielles dans les provinces de Kongo Central, Kwango, Haut-Lomami, Sud-Kivu, Kasai Oriental, Kasai Central ; pour lesquelles un montant de USD 68 millions déjà débloqué par le Gouvernement.
- L'accompagnement des partenaires financiers tels que la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement (BAD) à travers les projets :

- Programme National de Développement Agricole (PNDA) avec un financement à hauteur de USD 1,5 milliard, exécuté en trois phases de USD 500 millions par phase dont la première est prévue pour 2021-2025 ;
- Projet Intégré de Croissance Agricole dans la Région des Grands Lacs (PICAGL) (USD 152,7 millions) ;
- Projet d'Appui au développement des chaînes de valeur agricoles dans 6 Provinces de la RDC (PADCA-6P) (USD 31,01 millions) ;
- Projet d'Appui au Développement de l'Economie Rurale (PROADER) (USD 68,22 millions) ; et
- Projet d'Appui au Développement des Chaînes de valeurs agricoles dans 4 Provinces du Centre-Est (Maniema, Tanganyika, Kasai, Kasai Oriental et Lomami) (USD 100 millions).

- **Dans le secteur Extractif (Mines et Pétrole)**

- La hausse de la production dans le secteur minier soutenue par l'évolution favorable des cours des matières premières et l'entrée en production de certains projets ainsi que la montée en puissance du projet KAMOA. Il sied de relever que la mise en production du barrage de BUSANGA (avec 240 MW de capacité installée) aura un effet positif sur la production de certaines entreprises dont SICOMINES. A cet effet, en 2022, il est attendu une augmentation de 10,6% de la production minière et à moyen terme, cette branche devrait croître de 10,1% en moyenne, à partir de 2023.

- **Secteur de l'Eau et Electricité**

- la réhabilitation et la modernisation : (i) barrage d'INGA (USD 214.314.826), (ii) centrale BENDERA (USD 44.112.256), (iii) centrale SANGA/NSM HYDRO (USD 14.805.191), (iv) 4 groupes de N'SEKE/TFM (USD 225.216.233), de KONI, NZILO et MWADINGUSHA/IVANHOE pour un total de USD 141.000.000 ; et la mise en service de la centrale de KAKOBOLA dans le KWILU ainsi que la construction de la centrale électrique de BUKAMA devraient contribuer à améliorer le secteur de l'énergie (en progression de plus de 5,0% à partir de 2022).

- **Au niveau de la Branche « Bâtiment et Travaux publics »**

- La poursuite de la réalisation des grands travaux d'infrastructures aux niveaux national, provincial et local dans le cadre du Programme de Développement Local de 145 Territoires (PDL-145T) par le Gouvernement avec l'accompagnement des bailleurs.

Ce qui occasionnerait une grande consommation en produits de ciment et aurait un effet d'entraînement notamment sur le Transport et le commerce.

- **Transport et télécommunication**

- L'amélioration des trafics urbain et interurbain avec un investissement de 1.000 bus dont un premier lot de 440 acquis par le Gouvernement pour la société TRANSCO en 2021 pour accroître la connectivité du pays (Kinshasa-Boma-Matadi-Moanda ; Tshikapa-Kananga-Mbuji-Mayi-Lubumbashi ; etc.).
- Le développement de la ligne en fibre optique Muanda-Kinshasa et celle de Kinshasa-Lubumbashi-Muanda de 3.300 km, devrait redynamiser le secteur de télécommunication avec le concours des entrepreneurs nationaux et étrangers.

III.1.2.2. Hypothèses au niveau de la gestion des Finances publiques

Dans un contexte d'embellie des cours des métaux de base, le Gouvernement entend accroître sa capacité dans la mobilisation des ressources publiques dans le but d'élargir son espace budgétaire pour financer les infrastructures de base, les dépenses sociales (santé, éducation, protections sociales,) et certaines dépenses prioritaires (l'organisation des élections, la sécurité du pays, ...). Toutefois, les prévisions budgétaires devront rester cohérentes avec les objectifs du Programme tels que convenu surtout concernant le critère relatif au solde budgétaire intérieur.

- **Mobilisation des recettes domestiques**

Les réformes suivantes devraient avoir un impact significatif sur la mobilisation des recettes domestiques :

- Le rétablissement du bon fonctionnement de la TVA surtout pour les opérateurs du secteur minier ;
- L'aboutissement du projet SYCO TVA et l'acquisition des dispositifs de remontée d'informations sur la collecte de la TVA (Caisse enregistreuse) ;
- La mise en œuvre du Système de traçabilité des droits d'accise pour les importateurs, les entreprises de tabac, les opérateurs de télécommunication et les fabricants ;
- La rationalisation de dépenses fiscales dont la hauteur est située à environ 25% des recettes totales mobilisées ;
- La poursuite du contrôle mixte en matière des recettes non fiscales ;
- Le redressement fiscal des contribuables et l'encadrement de superprofit ;
- La mise en œuvre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de sociétés ;
- La modernisation des administrations financières à travers l'informatisation de la chaîne de la recette domestique ;

- La poursuite de la dématérialisation des procédures en matière de recettes et de leur recouvrement (applicatif ISYS-Régies, LOGIRAD et autres) ;
- Acquisition et déploiement d'un progiciel intégré à la Direction Générale des Impôts au niveau central et des services déconcentrés ;
- L'informatisation de l'ensemble de bureaux de douanes ;
- L'élargissement de l'assiette fiscale à travers l'augmentation du nombre des contribuables dans le répertoire fiscal. Ainsi, il est projeté un accroissement de 20% l'an de la base actuelle ;
- L'enregistrement biométrique des contribuables pour l'octroi des numéros identifiant fiscal ;
- La signature des contrats de performance avec chaque régie financière.

• **Mobilisation du financement extérieur**

Le Programme Economique appuyé par la Facilité Elargie de Crédit du FMI constituant un catalyseur des interventions des partenaires extérieurs, le Gouvernement s'emploiera à la mise en œuvre de tous ses engagements afin de bénéficier de l'accompagnement des partenaires autitre des appuis budgétaires, dons projets et prêts projets. Ces ressources permettront d'accroître sa capacité dans le financement des investissements et des besoins sociaux. La hauteur de l'accompagnement des partenaires extérieurs pourrait se situer à environ 4,6% du PIB en 2022 et 1,5% du PIB à partir de 2023.

• **Ressources exceptionnelles**

Le Gouvernement entend poursuivre la réforme entreprise depuis novembre 2019 concernant les émissions de titres domestiques et des obligations du Trésor pour prendre en charge une partie de son déficit. Le volume des émissions de titre et obligations serait d'environ un pourcent de la masse monétaire. Aussi, est-il prévu l'utilisation du reste des ressources de droits de tirage spéciaux revenant au Trésor en vue du financement des investissements.

• **Dépenses publiques**

- Le Gouvernement entend procéder à l'audit du fichier de la paie des Agents et fonctionnaires de l'Etat et procéder à l'enregistrement biométrique de tous les fonctionnaires et agents de carrière des services publics de l'Etat en vue d'identifier les fictifs et ceux en âge de retraite. C'est ainsi qu'il entrevoit limiter l'évolution de la masse salariale à 5% du PIB pour les prochaines années.
- Une stratégie sera mise en place et adoptée par le Gouvernement pour apurer toutes les dettes domestiques certifiées en termes d'arriérés intérieurs, de créances envers les pétroliers producteurs et d'arriérés des crédits TVA envers les sociétés minières.

- Le Gouvernement s'emploiera à contenir les dépenses de fonctionnement dans les limites de leurs prévisions de manière à éviter toute éviction des dépenses importantes à la consolidation de la croissance économique.
- Pour encourager les régies financières à la mobilisation des recettes domestiques, le Gouvernement compte veiller à la mise en œuvre de ses engagements envers les régies financières notamment à travers les paiements réguliers de la rétrocession et autres avantages dans le cadre des contrats de performance.
- Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Développement Local des 145 territoires (PDL145T), il est attendu un accroissement du volume des investissements.
- Compte tenu de prochaines échéances électorales, une part importante de ressources est affectée aux dépenses exceptionnelles.

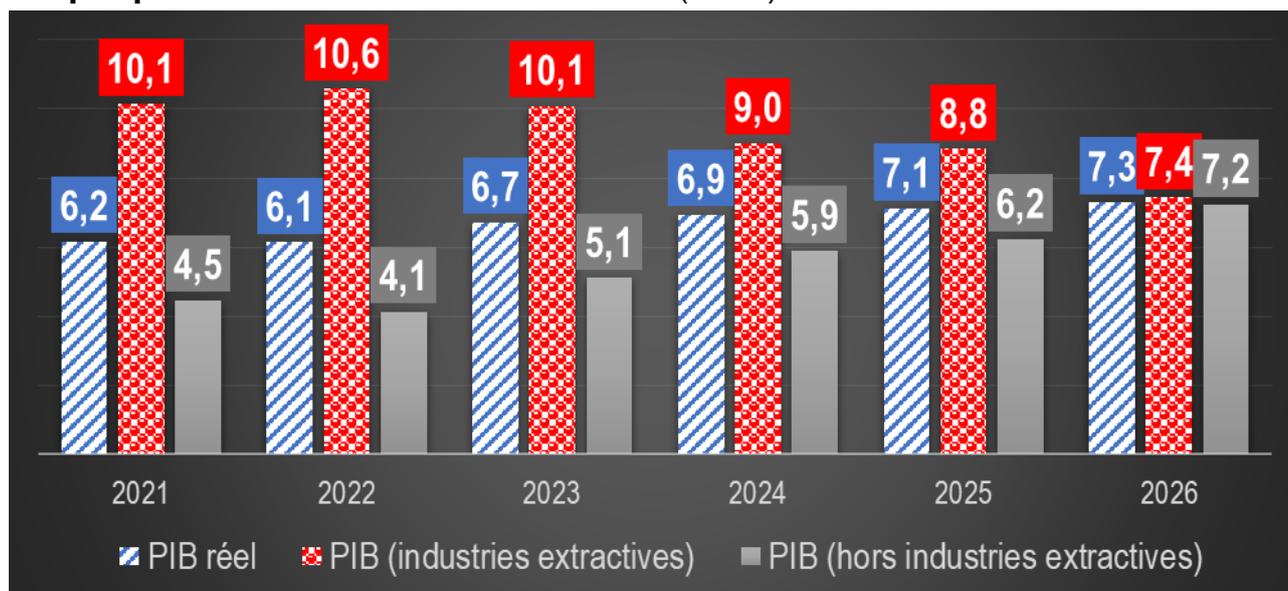
III.2. Projections macroéconomiques à moyen terme (2022-2026)

Les perspectives macroéconomiques seraient caractérisées principalement, à court terme, par les répercussions des effets de la guerre en Ukraine et, à moyen terme, par : (i) une croissance soutenue, (ii) une maîtrise de l'inflation et une faible dépréciation de la monnaie nationale, (iii) une bonne tenue des finances publiques avec un fort accroissement des recettes, (iv) un accroissement contrôlé de la masse monétaire et un dynamisme du système bancaire et financier, et (v) une amélioration du solde de la balance des paiements avec un rebond des exportations des produits miniers.

En effet, la croissance du PIB réel devrait se situer à 6,1% en 2022 contre 6,2% en 2021. Cette croissance serait induite par la performance des activités des industries extractives (+10,6% en 2022 contre +10,1% en 2021) influencée principalement par la bonne tenue des cours mondiaux des matières premières, en dépit des effets de la guerre en Ukraine.

A moyen terme, l'activité économique progresserait de 6,7% en 2023, 6,9% en 2024, 7,1% en 2025 et 7,3% en 2026. Ces perspectives de croissance seraient soutenues aussi bien par les activités du secteur minier (+10,1% en 2023 et +7,4% en 2026) et le rebond du secteur non-minier (+5,1% en 2023 et +7,2% en 2026).

Graphique III.2-1 : Croissance du PIB réel (en %) de 2021 à 2026



Source : Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique (CPCM), juin 2022

L'analyse détaillée par secteur révèle que le **secteur primaire** devrait contribuer à la croissance à hauteur de 3,74 points en 2022 ; 3,78 en 2023 ; 3,56 en 2024 ; 3,63 en 2025 et 3,52 en 2026, reflétant l'apport aussi bien des industries extractives (+3,28 points en 2022 et +2,57 en 2026) que du secteur non-minier.

Concernant les activités de l'agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche, il est attendu une accélération de la croissance passant à 3,0% en 2022, 3,4% en 2023, 3,9% en 2024, 4,7% en 2025 et à 7,1% en 2026 venant de 2,4% en 2021. Cette situation serait expliquée principalement par la mise en œuvre des grands projets susmentionnés au niveau des hypothèses. En termes de contribution à la croissance, cette branche apporterait 0,46 point en 2022 ; 0,50 en 2023 et 0,95 en 2026 après 0,37 point en 2021.

Le secteur secondaire devrait contribuer à la croissance à hauteur de 0,56 point en 2022 ; 0,64 en 2023 ; 0,79 en 2024 ; 0,87 en 2025 et 1,06 en 2026, sous l'impulsion des branches « industries manufacturières » et « Bâtiment et Travaux publics » dont les parts contributives seraient respectivement de 0,39 point et de 0,15 point en 2022. En 2026, les activités des industries manufacturières pourraient atteindre une contribution de 0,73 point à la croissance. Les efforts du Gouvernement et des privés en termes d'investissements devraient améliorer la croissance des activités des bâtiments et travaux publics passant de 1,1% en 2021 à 3,5% en 2022 ; 4,7% en 2023 et 6,9% en 2026 avec des contributions à la croissance respectivement de 0,05 point, 0,15 point, 0,20 point et 0,28 point à la croissance.

Bien qu'en accélération, en termes de croissance annuelle (+3,3% en 2022, +4,3% en 2023 et +7,3 % en 2026), la branche « Electricité, gaz, vapeur et eau » devrait contribuer faiblement à la croissance du PIB réel avec 0,02 point en 2022 ; 0,03 en 2023 et 2024 enfin, 0,04 en 2025 et 2026.

Le secteur tertiaire devrait contribuer à 1,75 point de croissance en 2022, à 2,24 en 2023 et à 2,61 en 2026 venant de 2,11 points en 2021. Cette contribution serait portée essentiellement par les activités de télécommunication (malgré la contreperformance qu'on observerait entre 2021 et 2022) et de commerce dont les parts contributives passeraient de 0,54 point en 2021 à 0,52 en 2022 ; 0,73 point en 2023 ; 0,87 en 2024 ; 0,92 en 2025 et 0,95 en 2026.

III.3. Inflation et Taux de change à moyen terme (2022-2026)

L'inflation à moyen terme serait contenue à 6,2%² en moyenne à partir de 2023, sur fond d'un bon comportement de l'offre et de la demande mondiales ainsi que d'une bonne coordination des politiques budgétaire et monétaire, en dépit notamment des effets de la pandémie de COVID-19 et des perturbations économiques occasionnées par la guerre russo-ukrainienne. En effet, l'inflation à fin 2023 devrait se situer à 6,8%. Elle pourrait atteindre 6,1% à fin 2024, 6,0% à fin 2025 et 5,7% à fin 2026.

Cependant, à court terme, il est attendu une accélération du taux d'inflation à 11,0% en 2022 après 5,3% réalisé en 2021, induite par les effets de la guerre en Ukraine occasionnant la hausse des prix des combustibles et des denrées alimentaires.

S'agissant du marché de changes, il est projeté une faible volatilité à moyen terme avec de légères dépréciations du taux de change autour de 1,5%, suite à une politique de change proactive menée par la BCC. En effet, le franc congolais enregistrerait une dépréciation de 1,3% à fin 2023 ; 1,4% à fin 2024 ; 1,5% à fin 2025 et à fin 2026. Ainsi, pour un dollar américain, le taux de change se situerait à CDF 2.009,0 à fin 2022 ; 2.034,8 à fin 2023 ; 2.062,7 à fin 2024 ; 2.092,7 à fin 2025 et 2.125,0 à fin 2026.

En moyenne annuelle, le taux de change se situerait à USD/CDF 2.004,5 en 2022 ; 2.021,9 en 2023 ; 2.048,8 en 2024 ; 2.077,7 en 2025 et 2.108,8 en 2026.

² Ce taux reste cependant inférieur à la cible de 7,0% à moyen terme.

IV. RISQUES MACROECONOMIQUES

En dépit des performances attendues, plusieurs risques pèsent sur la réalisation de ce scénario-programme, tant au niveau externe qu'interne.

IV.1. Risques macroéconomiques externes

Au niveau international, la poursuite de la guerre en Ukraine, la persistance des confinements décidés dans des pôles industriels et commerciaux chinois majeurs ainsi que la baisse des cours mondiaux du cuivre et du cobalt constituent trois (3) risques majeurs pour les perspectives de croissance en RDC.

IV.2. Risques macroéconomiques internes

En interne, la dégradation de la situation sécuritaire particulièrement dans la partie Est du pays pourrait assombrir la trajectoire de la croissance économique nationale attendue.

Fait à Kinshasa, le

Jean-Pierre BOKELI EALE

Coordonnateur du Secrétariat Technique du CPCM

ANNEXES

Annexe 1 : Principaux indicateurs du Cadrage macroéconomique (2020-2026)

Indicateurs	Hist.	Estimations	Projections				
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Taux de croissance du PIB réel	1,7%	6,2%	6,1%	6,7%	6,9%	7,1%	7,3%
Déflateur PIB	7,00	8,05	8,77	9,13	9,45	9,84	10,30
Taux d'inflation moyen	10,1%	10,6%	8,2%	8,9%	6,5%	6,1%	5,9%
Taux d'inflation fin période	15,8%	5,4%	11,0%	6,8%	6,1%	6,0%	5,7%
Taux change moyen (CDF/USD)	1.822,38	1.985,9	2.004,5	2021,9	2048,8	2077,7	2108,8
Taux change fin période (CDF/USD)	1.971,81	2.000,0	2.009,0	2034,8	2062,7	2092,7	2125,0
variation du taux de change (en %)	17,9%	1,6%	0,5%	1,3%	1,4%	1,5%	1,5%
Taux de croissance mine	9,7%	10,1%	10,6%	10,1%	9,0%	8,8%	7,4%
Taux de croissance hors mine	-1,3%	4,5%	4,1%	5,1%	5,9%	6,2%	7,2%
PIB réel (en milliards de CDF)	12.880,31	13.678,91	14.514,91	15.489,26	16.560,91	17.735,83	19.030,19
PIB nominal (en milliards de CDF)	90.181,05	110.114,75	129.479,16	151.553,43	169.795,95	177.534,77	212.553,95
PIB nominal (en millions de USD)	49.485,43	55.448,22	64.593,61	74.954,35	82.876,56	85.446,87	100.791,89
Réserves de change (en mois d'importations)	0,77	2,61	3,30	3,98	4,65	5,33	6,00
Pression fiscale (en % du PIB)	7,8%	10,5%	12,5%	13,0%	14,1%	14,7%	15,3%

Source : CPCM, juin 2022

Annexe 2 : Croissance du PIB réel et croissances sectorielles (2020 – 2026)

Branches et Sous-branches	Hist.	Estim.	Projections				
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	7,1%	7,5%	8,1%	8,0%	7,5%	7,6%	7,3%
Agriculture, Sylviculture, Chasse et Pêche	2,5%	2,4%	3,0%	3,4%	3,9%	4,7%	7,1%
Industrie extractive	9,7%	10,1%	10,6%	10,1%	9,0%	8,8%	7,4%
Secteur secondaire	-4,9%	3,2%	3,7%	4,3%	5,5%	6,1%	7,5%
Industries manufacturières	-7,2%	4,1%	3,8%	4,2%	5,3%	5,9%	7,7%
Electricité, gaz et eau	1,5%	3,9%	3,3%	4,3%	5,3%	6,7%	7,3%
Batiments et Travaux publics	-0,1%	1,1%	3,5%	4,7%	5,8%	6,4%	6,9%
Secteur tertiaire	0,2%	5,6%	4,6%	6,1%	6,8%	6,9%	7,1%
Transports et communications	10,0%	9,8%	6,6%	7,7%	8,0%	7,5%	7,7%
Commerce de gros et de détail	-3,3%	3,9%	3,8%	5,5%	6,6%	7,0%	7,3%
Services marchands	-4,5%	3,4%	3,5%	5,1%	5,8%	6,4%	5,9%
Services non marchands	-5,9%	2,0%	2,8%	3,5%	3,6%	3,8%	5,9%
Education	-5,0%	2,0%	3,5%	3,2%	3,4%	4,0%	4,3%
santé	8,0%	4,0%	3,5%	4,3%	5,2%	5,6%	7,0%
Autres services non marchands	-6,0%	2,0%	2,8%	3,5%	3,6%	3,8%	5,9%
SIFIM	-3,9%	3,2%	2,7%	3,3%	4,7%	4,3%	3,0%
PIB au coût des facteurs	2,4%	6,1%	6,1%	6,7%	6,9%	7,1%	7,3%
Droits et Taxes sur les produits	-37,0%	17,3%	6,1%	6,7%	6,9%	7,1%	7,3%
PIB aux prix du marché	1,7%	6,2%	6,1%	6,7%	6,9%	7,1%	7,3%
PIB hors-mines	-1,3%	4,5%	4,1%	5,1%	5,9%	6,2%	7,2%

Source : CPCM, juin 2022

Annexe 3 : Contribution sectorielle en point de croissance de 2020 à 2026

Branches et Sous-branches	Hist.	Estim.	Projections				
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	3,09	3,41	3,74	3,78	3,56	3,63	3,52
Agriculture, Chasse, Sylviculture et Pêche	0,39	0,37	0,46	0,50	0,55	0,64	0,95
Industrie extractive	2,70	3,04	3,28	3,28	3,00	2,99	2,57
Secteur secondaire	-0,82	0,50	0,56	0,64	0,79	0,87	1,06
Industries manufacturières	-0,83	0,43	0,39	0,42	0,52	0,57	0,73
Electricité, gaz et eau	0,01	0,02	0,02	0,03	0,03	0,04	0,04
Batiments et Travaux publics	-0,01	0,05	0,15	0,20	0,24	0,26	0,28
Secteur tertiaire	0,08	2,11	1,75	2,24	2,49	2,52	2,61
Transports et communications	1,16	1,22	0,86	1,00	1,06	1,00	1,03
Commerce de gros et de détail	-0,48	0,54	0,52	0,73	0,87	0,92	0,95
Services marchands	-0,43	0,30	0,30	0,43	0,48	0,52	0,48
Services non marchands	-0,21	0,07	0,09	0,11	0,11	0,11	0,16
Education	-0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
santé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres services non marchands	-0,20	0,06	0,08	0,10	0,10	0,10	0,16
SIFIM	0,03	-0,02	-0,02	-0,02	-0,03	-0,03	-0,02
PIB au coût des facteurs	2,35	6,02	6,04	6,66	6,84	7,02	7,18
Droits et Taxes à l'importation	-0,61	0,18	0,07	0,08	0,08	0,08	0,08
PIB aux prix du marché	1,74	6,20	6,11	6,74	6,92	7,10	7,27

Source : CPCM, juin 2022

Annexe 4 : PIB Ressources à prix constants de 2005 (En milliards de CDF)

	Historique	Estimations	Projections				
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Secteur primaire	5 868,58	6 307,31	6 818,63	7 367,04	7 918,35	8 519,58	9 144,76
Agricul., Chasse, Sylv et Pêche	2 006,21	2 053,37	2 115,80	2 187,78	2 273,62	2 380,22	2 549,44
Industrie extractive	3862,4	4 253,93	4 702,82	5 179,26	5 644,72	6 139,36	6 595,33
Secteur secondaire	2 007,62	2 072,61	2 148,79	2 241,44	2 364,24	2 507,92	2 695,09
Industries manufacturières	1 345,50	1 400,82	1 453,66	1 514,24	1 595,02	1 689,29	1 819,52
Electricité, gaz et eau	80,8	83,92	86,67	90,42	95,20	101,55	108,95
Bâtiments et Travaux publics	581,4	587,87	608,45	636,78	674,02	717,08	766,62
Secteur tertiaire	4 872,04	5 144,02	5 382,89	5 708,70	6 094,06	6 511,91	6 974,15
Transports et communications	1 615,44	1 773,12	1 890,68	2 035,72	2 199,54	2 365,57	2 548,44
Commerce de gros et de détail	1792,2	1 862,04	1 933,01	2 039,61	2 174,61	2 326,22	2 495,33
Services marchands	1 137,80	1 176,79	1 217,75	1 279,66	1 354,51	1 441,16	1 526,14
Services non marchands	417,26	425,65	437,54	452,96	469,35	487,41	515,97
Education	12,0	12,20	12,62	13,03	13,47	14,02	14,62
santé	2,0	2,09	2,16	2,26	2,37	2,51	2,68
ASNM*	403,3	411,36	422,75	437,68	453,51	470,88	498,67
SIFIM	-90,7	-93,59	-96,09	-99,25	-103,96	-108,45	-111,73
PIB au coût des facteurs	12 748,25	13 523,93	14 350,30	15 317,18	16 376,65	17 539,41	18 814,00
Taxes sur les produits	132,1	154,98	164,45	175,53	187,67	201,00	215,60
PIB aux prix du marché	12 880,31	13 678,91	14 514,75	15 492,71	16 564,32	17 740,41	19 029,61

Source : CPCM, juin 2022

(*) ASNM : Autres Services Non Marchands

Annexe 6 : PIB Ressources emplois nominal (En pourcentage du PIB)

Branches et Sous-branches	Hist.	Estim.	Projections				
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Produit Intérieur Brut	100,0%						
Demande Intérieure Brute	101,3%	99,7%	99,9%	99,3%	99,5%	99,5%	99,2%
Consommation	76,7%	72,2%	64,1%	63,6%	63,1%	63,0%	63,6%
Secteur public	7,6%	8,3%	9,6%	10,0%	10,1%	10,2%	10,1%
Secteur privé	69,1%	63,9%	54,5%	53,6%	52,9%	52,8%	53,5%
Investissements bruts	24,6%	27,5%	35,8%	35,7%	36,4%	36,5%	35,6%
FBCF	24,3%	27,2%	35,5%	35,4%	36,1%	36,1%	35,1%
Secteur public	2,5%	2,7%	6,6%	6,1%	7,2%	7,6%	7,5%
Secteur privé	21,8%	24,4%	28,9%	29,2%	28,9%	28,5%	27,6%
Variation des stocks	0,3%	0,4%	0,3%	0,3%	0,4%	0,4%	0,5%
Demande extérieure nette	-1,3%	0,3%	0,1%	0,7%	0,5%	0,5%	0,8%
Exportations de biens et services	28,6%	40,4%	46,8%	46,4%	45,3%	44,0%	42,0%
Exportations des biens	28,3%	40,1%	46,5%	46,2%	45,1%	43,7%	41,8%
Produits miniers	28,0%	39,7%	46,2%	45,7%	44,6%	43,3%	41,3%
Autres produits	0,3%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,5%	0,5%
Exportations des services	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
Importations de biens et services	29,9%	40,1%	46,7%	45,7%	44,8%	43,6%	41,2%
Importations des biens	24,4%	33,0%	40,0%	39,5%	38,6%	37,5%	35,4%
Consommations	6,0%	8,6%	8,2%	7,2%	6,2%	5,1%	4,3%
Equipements	10,7%	14,8%	19,9%	19,5%	19,3%	18,9%	18,0%
Intermédiaires	7,7%	9,5%	12,0%	12,7%	13,1%	13,5%	13,1%
Importations des services	5,5%	7,1%	6,7%	6,3%	6,2%	6,1%	5,8%
Total ressources	129,9%	140,1%	146,7%	145,7%	144,8%	143,6%	141,2%
Total emplois	129,9%	140,1%	146,7%	145,7%	144,8%	143,6%	141,2%

Source : CPCM, juin 2022

Annexe 7 : Situation Monétaire Intégrée (en croissance annuelle)

Indicateurs	Hist.	Estim.	Projections				
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Avoirs extérieurs nets	15,8%	77,2%	26,8%	18,5%	18,7%	20,4%	18,9%
Avoirs intérieurs nets	8,5%	-0,8%	73,1%	9,9%	11,3%	11,5%	12,1%
Crédit intérieur	9,9%	35,4%	18,6%	10,0%	10,1%	10,7%	11,4%
Crédits nets à l'Etat	2,7%	131,5%	26,9%	6,6%	7,7%	8,4%	9,3%
Créances sur le secteur privé	6,6%	17,6%	15,6%	11,1%	10,7%	11,5%	12,2%
Créances sur les entreprises publiques	0,6%	12,2%	14,4%	14,4%	14,4%	12,6%	11,2%
Autres postes nets	-1,4%	-203,4%	-325,7%	9,5%	15,8%	14,6%	14,5%
Masse monétaire (M2)	24,3%	38,8%	43,0%	14,8%	15,7%	16,9%	16,3%
Monnaie (M1)	5,1%	50,3%	64,1%	26,9%	22,1%	26,3%	25,3%
Circulation fiduciaire	2,5%	25,7%	64,1%	26,9%	22,1%	26,3%	25,3%
Dépôts à vue	2,6%	86,0%	64,1%	26,9%	22,1%	26,3%	25,3%
Quasi-monnaie	19,2%	36,1%	62,1%	18,1%	13,8%	15,2%	13,9%
Dépôts à terme en monnaie nationale	0,7%	682,9%	64,1%	26,9%	22,1%	26,3%	25,3%
Dépôts en devises	18,3%	31,3%	62,0%	17,7%	13,5%	14,8%	13,4%
Provisions pour importations	0,2%	163,2%	62,0%	17,7%	13,5%	14,8%	13,4%
TOTAL AVOIRS	24,3%	38,8%	43,0%	14,8%	15,7%	16,9%	16,3%
TOTAL ENGAGEMENTS	24,3%	38,8%	43,0%	14,8%	15,7%	16,9%	16,3%

Source : CPCM, juin 2022

Annexe 8 : Balance des Paiements (en millions de USD)

Indicateurs	Historique	Projections				
	2021	2022	2023	2024	2025	2026
COMPTE COURANT	-516	-454,4	-273,7	21,7	306,3	403,3
BALANCE COMMERCIALE	3940	4 127,4	4 708,1	4 992,4	5 392,9	6 076,3
Exportation des biens, fob	22 185	29 557,6	32 440,5	34 919,6	37 558,3	39 899,7
Produits d'exploitation minière et hydro.	21 980	29 312,6	32 148,9	34 572,8	37 146,4	39 410,7
Autres produits	206	245,1	291,6	346,9	411,8	489,0
Importation des biens, fob	-18 245	-25 430,2	-27 732,3	-29 927,2	-32 165,4	-33 823,3
Consommation	-4 768	-5 186,5	-5 056,3	-4 791,3	-4 373,0	-4 083,1
Equipement	-8 216	-12 621,7	-13 718,1	-14 991,0	-16 217,1	-17 183,7
Intermédiaires	-5 261	-7 622,1	-8 957,9	-10 145,0	-11 575,3	-12 556,6
BALANCE DES SERVICES	-3 779	-4 051,8	-4 201,0	-4 613,7	-5 003,6	-5 276,1
Recettes	169	190,2	203,6	215,5	231,2	241,6
Dépenses	-3 948	-4 242,0	-4 404,6	-4 829,2	-5 234,8	-5 517,8
BALANCE DES REVENUS	-1 919	-1 820,0	-2 017,8	-1 980,4	-1 996,6	-2 438,6
Recettes	150	183,1	178,2	180,6	179,4	180,0
Dépenses	2 069	2 003,1	2 196,0	2 161,1	2 176,0	2 618,6
Paiement des intérêts	1 982,6	1 957,9	2 155,9	2 096,8	2 111,6	2 569,9
Autres	86,6	45,2	40,1	64,3	64,5	48,7
BALANCE DES TRANSFERTS COURANTS	1 242	1 289,9	1 237,0	1 623,4	1 913,7	2 041,8
Public (Aides officielles)	680	645,4	640,8	866,5	998,1	1 106,8
Privé (Transferts travailleurs immigrés)	562	644,5	596,2	756,9	915,7	935,0
COMPTE DE CAPITAL ET FINANCIER	851	454,4	273,7	-21,7	-306,3	-403,3
Compte capital	171	237,1	94,9	67,0	14,4	-3,0
Public 1/	255	310,7	175,5	155,3	111,1	102,3
Privé	-84	-73,6	-80,6	-88,3	-96,7	-105,3
Compte financier	680	217,3	178,7	-88,7	-320,8	-400,3
Investissement direct étranger	1 870	1 798,2	1 864,4	1 924,3	1 974,9	1 974,3
SOLDE AVANT ERREURS ET OMISSIONS	2 499	644,2	578,5	695,0	901,2	991,8
ERREURS ET OMISSIONS	-335	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
SOLDE GLOBAL	2164	644,2	578,5	695,0	901,2	991,8
FINANCEMENT = -Avoirs de réserve	-2164	-644,2	-578,5	-695,0	-901,2	-991,8
Pour mémoire :						
PIB (en millions de USD)	55 480,9	63 503,0	70 293,4	77 507,2	85 864,3	95 535,3
Réserves de change	2 873,0	3 517,2	4 095,7	4 790,7	5 691,8	6 683,6
Importations annuelles des biens et services	22 193,2	29 672,2	32 136,9	34 756,4	37 400,2	39 341,1
Importations mensuelles des biens et services	1 849,4	2 472,7	2 678,1	2 896,4	3 116,7	3 278,4
Réserves en mois d'importations	1,6	1,4	1,5	1,7	1,8	2,0
Taux de change (en moyenne annuelle)	1 985,9	2 004,5	2 011,9	2 019,9	2 032,8	2 050,7
Taux de change (à fin période)	2 000,0	2 009,0	2 014,7	2 025,1	2 040,5	2 060,9

Source : CPCM, juin 2022

Annexe 9 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat (en milliards de CDF)

	Hist.	Estim.	Projections				
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
RECETTES ET DONNS	8.676	12.889	17.547	19.754	23.119	26.312	30.416
RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	7.055	11.606	15.916	18.390	22.025	25.702	29.949
RECETTES FISCALES	5.683	9.404	12.796	14.706	17.488	20.467	23.459
Douanes et accises (DGDA)	2.027	3.032	5.124	5.756	6.761	7.806	8.707
Recettes douanières	1.444	2.283	3.625	4.049	4.517	5.013	5.416
Accises	583	749	1.499	1.707	2.243	2.793	3.291
Impôts directs et indirects (DGI)	3.656	6.372	7.672	8.950	10.728	12.661	14.752
Impôts directs	2.429	4.627	5.075	5.796	7.049	8.217	9.658
Impôts indirects	1.227	1.745	2.597	3.154	3.679	4.444	5.094
RECETTES NON FISCALES (DGRAD)	1.372	2.202	3.120	3.684	4.537	5.235	6.490
Recettes administratives	1.244	2.020	2.817	3.119	3.914	4.538	5.290
Pétrole (royalties et taxes)	128	182	303	566	623	696	1.200
DONS (courants)	1.622	1.282	1.631	1.363	1.094	610	467
TOTAL DEPENSES	9.447	12.988	21.645	23.533	27.545	31.381	34.638
DEPENSES COURANTES	7.137	9.614	12.228	14.107	15.877	17.785	19.747
Salaires	4.758	5.454	6.469	7.568	8.479	9.516	10.615
Biens et services	1.611	2.690	2.967	3.471	3.889	4.333	4.855
Subventions et Transferts	742	1.405	2.531	2.746	3.132	3.484	3.734
Intérêts sur la dette dus	26	65	262	322	377	453	543
Intérêts sur la dette extérieure	22	41	74	102	98	101	98
Intérêts sur la dette intérieure	4	24	187	220	278	352	445
DEPENSES EN CAPITAL	2.212	2.994	8.341	8.677	11.203	13.304	14.785
Financement intérieur	251	1.138	3.663	4.194	6.283	8.601	11.194
Investissement du gouvernement central	128	284	1.175	1.368	2.084	2.901	3.839
Investissement des provinces	123	854	2.488	2.826	4.199	5.700	7.356
Financement extérieur	1.961	1.855	4.678	4.483	4.920	4.703	3.590
DEPENSES EXCEPTIONNELLES	98	381	1.076	750	466	293	106
Financement intérieur	98	381	1.076	750	466	293	106
Financement extérieur	0	0	0	0	0	0	0
RESERVES POUR CALAMITES ET SINISTRES	0						
Solde général (base ordonnancement)	-770	-100	-4.098	-3.780	-4.426	-5.069	-4.222
Solde intérieur (base ordonnancement)	-409	514	-976	-558	-502	-876	-1.001
Variations des arriérés (baisse -)	-303	-151	-303	-379	-126	-63	-32
Solde général consolidé (base caisse)	-1.073	-250	-4.402	-4.159	-4.553	-5.133	-4.254
Solde intérieur base caisse	-711	363	-1.280	-937	-628	-939	-1.033
FINANCEMENT TOTAL	1.073	250	4.402	4.159	4.553	5.133	4.254
FINANCEMENT EXTERIEUR	878	406	3.600	3.908	4.240	4.768	3.816
FINANCEMENT INTERIEUR	302	-192	802	251	312	364	437
FINANCEMENT A RECHERCHER	-106	37	0	0	0	0	0

Source : CPCM, juin 2022

Annexe 10 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat (en % du PIB)

Indicateurs	Hist.	Estim.	Projections				
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
RECETTES ET DONS	9,6%	11,7%	13,8%	14,0%	14,8%	15,1%	15,5%
RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	7,8%	10,5%	12,5%	13,0%	14,1%	14,7%	15,3%
RECETTES FISCALES	6,3%	8,5%	10,1%	10,4%	11,2%	12,7%	13,0%
Douanes et accises (DGDA)	2,2%	2,8%	4,0%	4,1%	4,3%	4,5%	4,4%
Recettes douanières	1,6%	2,1%	2,8%	2,9%	2,9%	2,9%	2,8%
Accises	0,6%	0,7%	1,2%	1,2%	1,4%	1,6%	1,7%
Impôts directs et indirects (DGI)	4,1%	5,8%	6,0%	6,3%	6,9%	7,3%	7,5%
Impôts directs	2,7%	4,2%	4,0%	4,1%	4,5%	4,7%	4,9%
Impôts indirects	1,4%	1,6%	2,0%	2,2%	2,4%	2,5%	2,6%
RECETTES NON FISCALES (DGRAD)	1,5%	2,0%	2,5%	2,6%	2,9%	3,0%	3,3%
Recettes administratives	1,4%	1,8%	2,2%	2,2%	2,5%	2,6%	2,7%
Pétrole (royalties et taxes)	0,1%	0,2%	0,2%	0,4%	0,4%	0,4%	0,6%
DONS (courants)	1,8%	1,2%	1,3%	1,0%	0,7%	0,3%	0,2%
TOTAL DEPENSES	10,5%	11,8%	17,0%	16,6%	17,6%	18,0%	17,7%
DEPENSES COURANTES	7,9%	8,7%	9,6%	10,0%	10,1%	10,2%	10,1%
Salaires	5,3%	5,0%	5,1%	5,4%	5,4%	5,5%	5,4%
Biens et services	1,8%	2,4%	2,3%	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%
Subventions et Transferts	0,8%	1,3%	2,0%	1,9%	2,0%	2,0%	1,9%
Intérêts sur la dette dus	0,0%	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,3%	0,3%
intérêts sur la dette extérieure	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%
intérêts sur la dette intérieure	0,0%	0,0%	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
DEPENSES EN CAPITAL	2,5%	2,7%	6,6%	6,1%	7,2%	7,6%	7,5%
Financement intérieur	0,3%	1,0%	2,9%	3,0%	4,0%	4,9%	5,7%
Investissement du gouvernement central	0,1%	0,3%	0,9%	1,0%	1,3%	1,7%	2,0%
Investissement des provinces	0,1%	0,8%	2,0%	2,0%	2,7%	3,3%	3,8%
Financement extérieur	2,2%	1,7%	3,7%	3,2%	3,1%	2,7%	1,8%
DEPENSES EXCEPTIONNELLES	0,1%	0,3%	0,8%	0,5%	0,3%	0,2%	0,1%
RESERVES POUR CALAMITES ET SINISTRES	0,0%						
Solde général (base ordonnancement)	-0,9%	-0,1%	-3,2%	-2,7%	-2,8%	-2,9%	-2,2%
Solde intérieur (base ordonnancement)	-0,5%	0,5%	-0,8%	-0,4%	-0,3%	-0,5%	-0,5%
Variations des arriérés (baisse -)	-0,3%	-0,1%	-0,2%	-0,3%	-0,1%	0,0%	0,0%
Solde général consolidé (base caisse)	-1,2%	-0,2%	-3,5%	-2,9%	-2,9%	-2,9%	-2,2%
Solde intérieur base caisse	-0,8%	0,3%	-1,0%	-0,7%	-0,4%	-0,5%	-0,5%
FINANCEMENT TOTAL	1,2%	0,2%	3,5%	2,9%	2,9%	2,9%	2,2%
FINANCEMENT EXTERIEUR	1,0%	0,4%	2,8%	2,8%	2,7%	2,7%	1,9%
FINANCEMENT INTERIEUR	0,3%	-0,2%	0,6%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
FINANCEMENT A RECHERCHER	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

Source : CPCM, juin 2022

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	2
II. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL EN 2021	3
III. PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE NATIONALE A MOYEN TERME	4
III.1. Principales hypothèses des projections macroéconomiques	4
III.2. Projections macroéconomiques à moyen terme (2022-2026)	8
III.3. Inflation et Taux de change à moyen terme (2022-2026)	10
IV. RISQUES MACROECONOMIQUES	11
IV.1. Risques macroéconomiques externes	11
IV.2. Risques macroéconomiques internes	11
ANNEXES.....	12
Annexe 1 : Principaux indicateurs du Cadrage macroéconomique (2020-2026)	13
Annexe 2 : Croissance du PIB reel et croissances sectorielles (2020 – 2026)	13
Annexe 3 : Contribution sectorielle en point de croissance de 2020 à 2026	14
Annexe 4 : PIB Ressources à prix constants de 2005 (En milliards de CDF)	14
Annexe 5 : PIB Ressources à prix courants (En milliards de CDF).....	Erreur ! Signet non défini.
Annexe 6 : PIB Ressources emplois nominal (En pourcentage du PIB)	15
Annexe 7 : Situation Monétaire Intégrée (en croissance annuelle)	16
Annexe 8 : Balance des Paiements (en millions de USD)	17
Annexe 9 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat (en milliards de CDF)	18
Annexe 10 : Tableau des Opérations Financières de l'Etat (en % du PIB).....	19
TABLE DES MATIÈRES	20